DEUX ET QUATRE PAGES. — N° 7. 15 CENTIMES LE NUMERO SAMEDI 29 MARS 1919

L'INTERNATIONALE

JOURNAL HEBDOMADAIRE PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS

ABONNEMENTS

	Six mois	Un an
France	4 fr.	8 fr.
Union postale	6 —	10 —

Directeur : Raymond PÉRICAT

Administrateur : Paul JOUTEAU

REDACTION & ADMINISTRATION
78, Rue de Belleville, PARIS (20e)

L'INTERNATIONALE DE MOSCOU

L'*Humanité* a publié en troisième page, dans son numéro du 23 mars, sous ce titre « la Troisième Internationale », un document dont l'intérêt et l'importance dépassent, et de beaucoup, l'horizon de l'actualité.

En effet, l'adhésion officielle du Parti Socialiste Italien à l'Internationale nouvelle, celle de Moscou, est un fait historique dont l'influence peut être non pas seulement considérable, mais, qui plus est, décisive dans l'évolution actuelle du socialisme mondial, stimulé par la guerre qui finit, exaspéré par celle qui commence, et bien résolu à l'arrêter net par l'immédiate réalisation de son idéal.

« Nous espérons, dit l'*Humanité*, que « la décision du parti socialiste italien « n'est pas irrévocable, et que l'unité « de l'Internationale sera bientôt re« constituée sur les principes mêmes « du socialisme traditionnel. »

Distinguons, s'il vous plaît. Il y a là deux affirmations très différentes l'une de l'autre, et même contradictoires. D'une part, celle d'un repentir du socialisme italien : n'y comptez pas. D'autre part, celle de la continuité et de la continuation de la tradition socialiste véritable. Ici vous avez satisfaction. Vous êtes même servis très amplement.

Car c'est précisément pour maintenir cette tradition, ou plutôt, pour la restaurer, pour la remettre en lumière et en honneur, que le socialisme italien a cru devoir aller à Zimmerwald d'abord, à Moscou maintenant.

Ce qu'il allait chercher à Zimmerwald, c'était l'affirmation théorique des doctrines fondamentales du Manifeste Communiste de Karl Marx et d'Engels.

Ce qu'il va chercher maintenant à Moscou, c'est la réalisation, l'application de ces mêmes doctrines de Karl Marx.

L'évolution du parti socialiste italien a été d'une logique parfaite. Dès aujourd'hui, elle nous apparaît avec ce caractère de clarté et de rigueur que revêtent les lois du déterminisme historique.

Elle n'a pas commencé, mais elle s'est précisée le jour où Morgari a dit à Vandervelde : « Nous voulons réunir « un congrès socialiste international », et où Vandervelde a répliqué : « Nous « saurons bien vous en empêcher. »

C'était une déclaration de guerre. Je ne sais pas si Vandervelde la regrette. Mais je constate aujourd'hui que le vaincu, c'est lui.

La conférence socialiste interalliée de Londres du 23 février 1918 fut peut-être, en dépit de certaines apparences, le moment décisif de cette lutte.

L'esprit de révolte couvait alors au sein du socialisme français. Vandervelde s'était fait assister par Henderson, par Ramsay Macdonald, par Huysmans (que l'on croyait alors être en opposition avec lui) pour venir à Paris évangéliser les pacifistes de notre parti au sein du Conseil National du 17 février 1918. Il constatait, dans son très habile discours, l'existence d'un courant de plus en plus fort en faveur de la paix. Il n'était pas seul à penser ainsi. De différents côtés, dans les « hautes sphères », on prenait des précautions. Un membre du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme me disait, dans la salle même de la Bellevilloise : « Nous aurons notre Congrès de la Société des Nations à Genève, avant que « vous n'ayez votre Congrès internatio« nal à Stockholm, ou à Berne. »

Ces Messieurs étaient trop prompts à s'alarmer. Huit jours après, la Conférence socialiste interalliée de Londres, savamment préparée et habilement cuisinée, votait, à une forte majorité, le *Memorandum* qui appuyait, en prenant à peine le soin de l'enjoliver d'une phraséologie pseudo-socialiste, la politique annexionniste de l'Entente dans tout le pourtour de la Méditerranée orientale, creusait le fossé entre les socialistes alliés et ceux des Empires Centraux, et donnait ainsi à la politique de Lloyd George un appui dont bénéficiait indirectement, mais d'autant plus sûrement, le Cabinet de Paris. En somme, la participation ministérielle continuait, et la pseudo-Internationale de Vandervelde, qui s'enrichissait précisément à ce moment de la collaboration discrète de Gompers, semblait triompher.

Mais le parti socialiste italien veillait.

Pendant que le Labour Party donnait une constitution nouvelle (fin février) qui le rapprochait du radical-socialisme, et s'unifiait contre les minoritaires, une polémique courtoise, mais serrée et pressante, s'engageait dans l'*Avanti* et la *Difesa* entre Cesare Alessandri et Modigliani. Cette polémique avait pour résultat de mettre en pleine lumière le caractère ministérialiste du *Memorandum* et la composition très peu socialiste de la Conférence de Londres. Et Modigliani faisait cette déclaration : « A « Londres, nous avons parlé et voté « contre le *Memorandum*. C'est par er« reur qu'on a dit et publié le contraire. « L'erreur vient du secrétariat de la « Conférence. »

La cause était entendue. En même temps, chez nous, Péricat et Maurin soutenaient une opinion très voisine de celle d'Alessandri. Seuls, Longuet et Merrheim, Longuet surtout, se montraient optimistes.

« Retournons à Zimmerwald ! » Tel était le titre de l'article de l'*Avanti* (29 mars) dans lequel Alessandri avait attaché le grelot, un grelot qui sonnait clair et fort.

Eh bien, le parti socialiste italien a fait plus et mieux. Il a assisté au récent Congrès de Berne en simple spectateur, mais en spectateur averti et ironique. Il avait son idée de derrière la tête.

Et le voilà qui nous dit maintenant par la voix de la motion que publient l'*Avanti* du 20 mars et l'*Humanité* du 23 : « Nous allons à Moscou (il s'agit d'un voyage encore problématique : c'est un symbole). Nous allons à Moscou, pour « travailler à la constitution « de l'Internationale socialiste révolu« tionnaire sur la base et les principes « posés par les camarades communis« tes russes ». Venez-y donc avec nous.

J'ai assisté à un très intéressant compte rendu, à Paris, le 22 février, de la Conférence de Berne, de la « comédie de Berne », déclara un des orateurs. Je crois que la motion italienne éveillera à Paris des échos extrêmement sympathiques, et que la réponse sera des plus favorables.

En attendant, nous enregistrons l'acte historique délibéré et accompli par le parti socialiste italien.

C'est la renaissance de l'Internationale. C'est sa revanche. Vive donc l'Internationale de Moscou !

Emile CHAUVELON.

Le Comité National Confédéral

PHRASEOLOGIE

Le vent d'Est souffle si fortement sur le monde qu'il ébranle la vieille société capitaliste et met en mouvement tous ses rouages.

Ils grincent.

Les freins sont impuissants à maintenir en place les éléments réfractaires, les groupements rétrogrades.

Voici que la Charette Socialiste et le Char Confédéral sont ébranlés. Ils n'avancent pas encore, mais des craquements se font entendrent, des ébranlements se produisent.

A la Chambre, des députés se hasardent à rappeler la déclaration de 93, à inviter le peuple à faire l'insurrection, à inviter les soldats au refus d'obéissance.

Le Comité National Confédéral plus timide et moins courageux, déclare : « que tous les hommes valides doivent un travail effectif et utile..., *que les forces du travail doivent être organisées, non pour satisfaire des intérêts particuliers mais de répondre aux besoins de la collectivité humaine...* »

Après avoir vomi les pires insultes contre Lénine et Trotski, contre les Bolcheviks, contre la Révolution Russe, voici enfin que nos majoritaires se prononcent contre l'intervention en Russie.

Modeste dans ses appréciations sur le rôle que la France joue actuellement, le C.N.C. déclare que « les interventions armées et politiques, notamment contre la Russie révolutionnaire RISQUE de faire de notre pays une puissance gardienne des privilèges et des institutions réactionnaires dans le Monde. »

Contre « l'humiliante situation actuelle la C.G.T. » s'élève, proteste, condamne, considère, réclame, demande, déclare, elle « CROIT de son devoir de constater que la situation matérielle et morale du pays s'aggrave chaque jour..» elle « rend l'opinion publique juge » mais elle ne fixe pas de limites aux revendications économiques et sociales qu'elles formulent.

Le 1er mai ne sera qu'une journée de chômage, le mouvement général pour l'obtention des huit heures aura lieu... plus tard.

Alors que de nombreuses organisations syndicales des pays voisins ont arraché les huit heures et d'autres avantages par des mouvements d'ensemble, nous en sommes encore, en France, aux ordres du jour, aux motions, aux morceaux de littérature et à la phraséologie.

La C.G.T. de 1906, moins forte en effectif et en littérature, était plus courageuse. Les travailleurs se rendront compte que la motion de notre C.N.C. n'est que du bluff.

Lassés d'attendre, fatigués de marquer le pas sur la route des réalisations, lassés d'être dupés et bluffés, ils passeront bientôt par dessus le Char embourbé. Comme nos camarades socialistes italiens, ils répondront présent à l'appel des Russes, ils adhéreront à la Troisième Internationale.

Raymond Péricat.

POUR LE 1er MAI 1919

Répondant aux désirs d'un grand nombre de camarades et de plusieurs organisations, nous ferons paraitre pour le 1er Mai un numéro spécial de l'INTERNATIONAL sur quatre pages.

Nous engageons les organisations et les camarades à nous écrire le plus vite possible pour nous indiquer le nombre qu'ils désirent recevoir, à seule fin que nous puissions être fixés sur notre tirage.

A titre exceptionnel le prix sera pour ce numéro du 1er Mai, de 12 francs les cent exemplaires ; de 6 francs les cinquante exemplaires.

La Troisième Internationale

LE PARTI SOCIALISTE ITALIEN LUI DONNE SON ADHÉSION

La Direction du P. S. I., constatant que le Bureau socialiste international est désormais un instrument de la politique de guerre de la bourgeoisie pseudo-démocratique tendant à la mystification du prolétariat et n'est qu'un empêchement à la reprise de l'activité de l'Internationale socialiste révolutionnaire :

Constatant que tous les efforts tendant à rendre vie aux énergies du prolétariat socialiste par l'action du B. S. I., devenu otage de la bourgeoisie impérialiste de l'Entente, ont été vains : que l'alliance qui s'est constituée à Berne entre les tendances social-patriotiques de l'impérialisme ententiste et les tendances social-patriotiques de l'impérialisme des Empires centraux fait ressortir le caractère réactionnaire de toutes les fractions qui ont manqué aux engagements pris par l'internationale contre la bourgeoisie capitaliste qui a jeté les peuples dans la guerre ;

Constatant que par suite l'on ne peut concevoir la coexistence en un seul organisme de ceux qui furent fidèles aux principes de l'Internationale et de ceux qui trahirent et qui s'opposent encore à la réalisation du socialisme ;

Considérant que le Bureau, au lieu de pourvoir, aussitôt après la cessation du conflit mondial, à la convocation immédiate des partis et des organisations qui y adhèrent, s'est prêté au succès de la Conférence de Berne, qui ne fut qu'une caricature de conférence socialiste internationale ;

Décide de se détacher du P. S. I. et d'adhérer et de travailler à la constitution de l'Internationale socialiste révolutionnaire sur la base et les principes posés par les camarades communistes russes pour la réunion d'une conférence socialiste internationale, décidée à Moscou au mois de janvier dernier ;

Décide, en outre, de faire œuvre active pour obtenir que les socialistes de tous les pays, restés fidèles à l'Internationale, adhèrent à une telle conception, soit en les convoquant, en attendant le Congrès de Moscou, à une conférence préliminaire, soit par toute action propre à atteindre la réalisation du but proposé. »

Bravo ! camarades d'Italie.

LA R. P.

Il n'est pas de problème plus passionnant que celui-là. Ce serait une faute grave de le passer sous silence, l'angoisse qui nous harcèle doit prendre fin : aurons-nous la R. P., ne l'aurons-nous pas ?

Aurons-nous l'intelligence, aurons-nous aussi le courage de prendre le taureau par les cornes, de faire subir un nouveau retapage à notre chaussure nationale, ou nous contenterons-nous de piétiner encore durant quatre années sur son empeigne ?

Voilà toute la question ! Elle va faire couler des flots d'encre et de la salive par « surcroît », comme dit le Daudet de la rue de Rome.

Pour ma part, connaissant la gravité de la situation, j'ai essayé de me découvrir une faible pour une quelconque réforme électorale ; je me suis tâté, j'ai ausculté le problème ; j'ai évoqué, avec la meilleure volonté, les événements heureux qui pouvaient être liés au sort de cette intéressante revendication et je me suis senti irrévocablement perdu pour le suffrage universel.

Voué à l'oubli, mon nom est disparu, depuis longtemps déjà, du grand registre électoral.

Je n'ignore point, pourtant, qu'il suffirait d'un regain de courage et de folle espérance pour que resplendisse à nouveau ma souveraineté ; pour qu'à côté des autres millions de soleils mon soleil brille... l'espace d'un instant ! Je ne puis me résoudre à cela, cependant, dans le trouble de ma conscience ; on ne ressuscite pas comme on veut les dieux qu'on a brûlés, quand seule la raison vous instigue, et, pour me prononcer, je voudrais être sûr de ce qu'en pensent nos trois millions de camarades anglais, en instance de divorce avec leurs patrons ; que me conseilleront-ils ? Sont-ils partisans, oui ou non, de la R. P.? Pensent-ils que leur ultimatum n'a que la valeur d'un symbole ? La nationalisation des mines ne deviendra-t-elle un fait accompli que le jour où une réforme électorale, plus profitable, aura permis de mettre au vestiaire les vestes incontestées que les députés travaillistes ont ramassées aux élections dernières ?

M. Lloyd George, illustre souverain en la circonstance, et qui, pour le moment, et pour bien des raisons, se sent dans ses petits souliers, M. Lloyd George est-il partisan de la R. P. ?

Et les cheminots français, qui ont fixé au 1er mai l'application de la journée de huit heures, de leur échelle de traitement unique, et qui, ce jour-là, entendent arracher l'exploitation des chemins de fer à la cupidité et à l'incompétence des Compagnies, sont-ils erpéistes ?

J'en voudrais être sûr ; je voudrais savoir si les mineurs qui revendiquent, si les P. T. T. qui s'impatientent, si les chômeurs qu'on affame, si tous ceux-là, et tous les autres, découvrent en cette réforme électorale une influence mystérieuse et irrésistible, qui les incitera à ne manifester ce 1er mai 1919, que pour donner l'aubade, que le moindre de nous doit au plus beau de tous les mois !

Pensent-ils, les cheminots français, que le gouvernement, qui cédera devant leur force, que tous les gouvernements, bleus, blancs, rouges, qui céderont dans l'avenir, devant la puissance ouvrière, sont partisans de la R. P.?

Car la question est là !

Nos gouvernants sont-ils de droite, de gauche ? Sont-ils socialistes ou syndicalistes lorsqu'ils tremblent devant la force, devant l'avenir ?

A quel titre céderont-ils devant le prolétariat organisé ? A quel titre céderont-ils devant cette puissante minorité, mue par les besoins les plus pressants, et qui, du sein de la nation, se dresse pour proclamer ses droits et pour les imposer au besoin ?

Le pendeur de l'ancienne Russie fut-il un partisan de la R. P.? et Guillaume d'Allemagne ? et Charles d'Autriche ? et les gouvernements qui, les uns après les autres, se succèdent, un peu partout, sur les cendres des autocraties et sous la poussée des masses ? Et Lénine, que pense-t-il de la R. P.? Est-ce pour cet idéal ou pour cet instrument que furent sacrifiés Liebknecht et Rosa Luxembourg ? En est-il partisan, Karolyi, qui vient de remettre le pouvoir entre les mains du prolétariat hongrois ?

Il faut savoir enfin le mal dont nous souffrons, il nous faut chercher le remède !

Il faut savoir si, pendant les quatre, cinq ou six années qui peuvent s'interposer entre ce qu'on appelle les consultations nationales, le sort des revendications prolétariennes est livré, sans recours, au gré des flots parlementaires.

Je persiste à penser que non ; je persiste à penser qu'il est même heureux qu'il en soit autrement, que cela éclate, enfin, aux yeux de tous et que le néant des formules apparaît devant la brutalité des faits.

Malgré l'entêtement que j'oppose au Croquemitaine réactionnaire, la sérénité peut descendre en moi, jusqu'au bout ! L'outil à ratifier qu'est le Palais-Bourbon, celui du Luxembourg, se passera de mon effort, et de beaucoup d'autres, sans que le monde en soit plus malade ; son socle est tant usé à la démocratie, sa machoire tellement édentée ; elle a tellement roulé dans le lit des bourgeois ! Laissons-la donc à ses souteneurs, ne nous contaminons pas !

Nous avons, ailleurs, de quoi nous

Nous avons, d'ailleurs, que quoi nous servir, la maison est ouverte à tous les exploités ; qu'ils y viennent, nous l'élargirons s'il le faut, nous ferons une place à tous et nous ratifierons nous-mêmes !

G. MONMOUSSEAU.

A LA PREVOTE DE CONNANTRE

On nous signale qu'à la prévoté de Connantre le régime de la faim continu. Les locaux sont malpropres, les prisonniers sont couvert de poux, beaucoup d'entre eux ont la gale, quelques-uns le TYPHUS.

La France serait déshonorée si les prisons étaient propres. La malpropreté fait partie du système de répression.

EN ROUTE POUR LA RUSSIE

Le jeudi 13 mars, à la caserne du 92e d'Infanterie à Clermont-Ferrand, environ 80 polonais prisonniers de guerre, furent habillés et équipés de neuf pour partir en Russie. Dans la même caserne des jeunes soldats des classes 16, 17, 18, 19 partent également pour la Russie.

Nous demandons quels moyens de pression et de corruption ont été employés pour décider ces hommes à partir.

OU SONT LES SAUVAGES ?

Dans son discours sur la politique extérieure du gouvernement, Cachin raconte l'état d'âme des soldats qui sont à Odessa ; il cite l'histoire de soldats français faits prisonniers par les bolcheviks ; ces derniers leur dirent : « Vous nous fusilleriez, si nous étions vos prisonniers, parce qu'on vous a dit que nous étions des bandits. Nous vous renvoyons à vos unités. Comparez et jugez ».

Quand ils revinrent, dit Cachin, dans leurs unités, ils ne voulurent plus marcher.

Où donc sont les sauvages et où sont les civilisés ?

AU MASSACRE

Du général Percin dans le Populaire *(23 mars) :*

« La liste est longue des chefs qui ont été mis à pied, pour avoir protesté contre cette manière de monter les attaques. Si bien que, pour ne pas être mis à pied, beaucoup se sont abstenus de protester et ils ont conduit leur troupe au massacre.

« Bien installés dans des châteaux, d'où ils donnaient leurs ordres, sans s'être rendu compte, par une visite sur le terrain, des difficultés d'exécution, les états-majors n'admettaient pas que leurs ordres fussent discutés. »

Le général Percin a tort de s'indigner. Est-ce que le bétail humain compte ? Une paire de bœufs vaut des milliers de francs ; notre général pourrait-il nous dire, approximativement, à combien nos stratèges militaires « estiment » une section, un peloton, une compagnie, un escadron ?

CONDAMNE A MORT EN FRANCE AMBASSADEUR EN HONGRIE

Guilbeaux, représentant de la Russie ? Le *Journal des Débats* publie une dépêche annonçant qu'Henri Guilbeaux représenterait à Budapest le gouvernement de Moscou.

BAGOT EST TOUJOURS EN PRISON A CLERMONT-FERRAND.

LES MILITANTS BRESTOIS SONT TOUJOURS ENFERMES A LA PRISON DE NANTES.

L'AMNISTIE N'EST TOUJOURS PAS VOTEE EN FRANCE.

LE RÉGIME POLITIQUE

Le régime politique, que le gouvernement et l'administration pénitentiaire disent être une faveur, est, au contraire, considéré comme un droit par ceux qui en bénéficient.

Légalement, il ne repose pas sur grand'chose. Un décret — provisoire ! — de 1894, ou vers cette date, une demi-douzaine de circulaires, dont une de M. Briand qui en étend le bénéfice aux condamnations pour faits de grève, c'est là tous les « règlements » qu'ont pour se guider les directeurs de prison qui font leur apprentissage de geôliers politiques. En fait, il a des racines beaucoup plus profondes. Les gouvernements « autoritaires » l'ont appliqué avant notre République conservatrice. Sous l'Empire numéro deux, les politiques pouvaient quitter leur prison temporairement (les peines étaient d'ailleurs plus courtes que maintenant, quelques mois le plus souvent). Béranger et Paul-Louis Courier en ont bénéficié sous la Restauration. Beaucoup des habitants de la Bastille étaient des détenus politiques, fort bien nourris et traités.

En quoi consiste, de nos jours, le régime politique ?

Les prisonniers, prévenus ou condamnés, peuvent porter leurs propres vêtements, se procurer livres, journaux et colis, sous le contrôle de la direction ; ils peuvent recevoir chaque jour des visites particulières après approbation de la liste des visiteurs par le ministre de la Justice pour les condamnés ou du juge instructeur pour les prévenus ; ils sont mieux nourris que les autres détenus ; le nombre des lettres qu'ils peuvent écrire n'est pas limité, mais comme elles sont contrôlées, elles arrivent parfois aux destinataires avec un mois de retard ; ils ont la disposition d'une cour où ils se promènent à volonté dans le jour ; enfin ils ne sont astreints à aucun travail.

Il n'existe, en France, que deux quartiers politiques aménagés spécialement, à la Santé et à Clairvaux. Il en a été créé un autre à Montpellier qui remplit à peu près les mêmes conditions. Le régime politique peut néanmoins être appliqué dans n'importe quelle prison.

C'est le garde des Sceaux qui l'accorde, soit de sa propre autorité, soit après en avoir référé au Conseil des ministres. Et c'est là que l'arbitraire et l'incohérence se donnent libre carrière. On pourrait croire qu'il est accordé d'office pour certains délits et refusé dans tous les cas pour d'autres. Il n'en est rien. *Jamais le régime politique n'est accordé d'office.* Il faut des demandes, souvent nombreuses, des intéressés ou du dehors. Le ministère marche plus ou moins vite, toujours avec mauvaise grâce. Ces temps derniers, Rappoport, Lucie Colliard, M. Caillaux et ses deux coaccusés, n'en ont bénéficié qu'après de multiples démarches de leurs amis et de leurs avocats. Marie Mayoux, puis Content, ont dû recourir à la grève de la faim pour avoir satisfaction. Au contraire, deux militants anarchistes quoique condamnés en vertu de la loi du 5 août 1914, quoique ayant fait aussi la grève de la faim, n'ont pu obtenir le régime auquel ils avaient droit. A Saint-Etienne, à Nantes et Brest, à Marseille, à Lyon, à Vienne et dans la plupart des prisons, des militants connus ou obscurs sont demeurés des mois, et même sont encore à l'heure actuelle au terrible régime dit de droit commun. A Montpellier, en particulier, existe cette choquante anomalie : Marie Mayoux traitée (maintenant) en détenue politique, alors que dans le misérable troupeau des autres condamnées, deux camarades, dont nous n'avons même pas pu savoir les noms, mais que les syndicats lyonnais connaissent peut-être, souffrent un véritable martyre bien qu'emprisonnées en application de la loi du 5 août 1914, la même qui a permis de coffrer Marie Mayoux. En revanche, la *Bataille* affirmait, le 14 mars dernier, que le forçat Berthon est au régime politique.

L'administration pénitentiaire a une tendance marquée à apporter le plus de restrictions possible au régime amélioré qu'elle appelle hypocritement « spécial ». Elle tâche de retirer d'une main ce qu'elle a accordé de l'autre et en rechignant. C'est ainsi que Content, Béranger, Fabre et Rigault, se sont vu maintenir dans le quartier du droit commun avec des modifications insignifiantes, alors qu'on avait publié qu'ils étaient au régime politique. On ne voulait pas les mettre dans le voisinage immédiat de M. Caillaux ! C'est ainsi que François Mayoux, bien que figurant en tête de la liste des visiteurs de Marie Mayoux, s'est vu refuser l'autorisation de lui continuer ses visites quotidiennes qui ont pourtant duré deux mois et demi. A propos de la nourriture, des journaux, des visites, etc..., ce sont de continuelles frictions qui ne se solutionnent en faveur des détenus que s'ils font montre de fermeté. Il leur faut lutter continuellement pour maintenir leurs avantages et, s'il se peut, les augmenter. Il faut ajouter que les frictions sont plus nombreuses dans les prisons où il n'y a pas encore de tradition politique.

La veulerie des parlementaires socialistes, domestiqués comme les autres, la superbe indifférence de la C. G. T. nouvelle manière, l'habitude générale de l'obéissance au pouvoir, la mollesse de l'opposition quand elle existe, sont les causes des restrictions que subit actuellement le régime politique. La fameuse *Ligue des Droits de l'Homme* paraît se réveiller ; elle aussi est coupable. Pendant la guerre, elle s'est abandonnée au monstre sanguinaire qui ravageait le monde ; ses pleurnicheries sur l'inertie parlementaire sont donc un peu tardives.

Comme l'amnistie est encore problématique ou tout au moins pour une date indéterminée, il y a urgence à agir pour que tous nos camarades qu'on est en train d'assassiner au droit commun jouissent enfin du régime politique. Que le *Comité de Défense syndicaliste* stimule un peu *l'Entr'aide* ; qu'on intensifie la propagande, qu'on recueille un peu plus d'argent, on pourra alors désigner un camarade chargé de centraliser les renseignements, de suivre chaque cas et d'arracher à la torture du droit commun des centaines des nôtres.

Ainsi, la France républicaine se maintiendra, péniblement, au niveau de l'ancienne Russie tsariste.

Joséphine et Constant Bougon.

L'ACTION DES SYNDIQUÉS

L'action des syndiqués doit s'exercer dans le syndicat, par leur concours actif et leur contrôle vigilant. Les syndiqués perdent le droit de critique s'ils n'apportent pas à l'organisation leur appui et l'effort personnel et continu de chacun d'eux, aussi complet que possible. Ils doivent participer aux réunions syndicales, s'intéresser aux discussions, y prendre part lorsque cela est nécessaire. Ils doivent payer régulièrement leur cotisation, exiger de leur secrétaire, de leur trésorier, des comptes rendus moraux et financiers de la gestion syndicale.

Les syndiqués qui ne participent pas aux réunions et s'excusent en disant : « Ils seront bien assez sans moi », fuient leurs devoirs et renoncent à leurs droits.

Le choix des fonctionnaires d'une organisation, doit faire l'objet de l'attention particulière des syndiqués. Du bon choix des fonctionnaires (rétribués ou non), dépend la bonne marche, la vitalité de l'organisation. Il ne faut pas hésiter à rechercher les compétences, là où elles se trouvent, et combattre à combattre les incapacités, là où elles se manifestent.

La nomination d'un Conseil ou de fonctionnaires syndicaux a, jusqu'ici, souvent servi de jeu à un trop grand nombre de syndiqués ; on désignait n'importe qui, pour n'importe quelle fonction. Un mauvais choix faisait rire.

Faisons à l'avenir des actes sérieux, pour les choses sérieuses.

L'action des syndiqués doit également s'exercer au travail. Les syndiqués doivent être les exécuteurs énergiques des décisions prises en commun, dans les assemblées corporatives ou professionnelles. Tout acte arbitraire ou répressif injustifié, du patron ou du contremaître, envers un ouvrier ou un employé, doit susciter la solidarité de tous envers ce dernier, menacé ou frappé. Pour faire un geste de bonté, de loyauté, de solidarité, il ne faut jamais attendre l'exemple du voisin, il faut obéir à sa conscience ; en vous commandant de bien faire, elle vous indique le droit chemin. Ne lui désobéissez pas.

Dans leur action syndicale, comme dans l'exercice de leur profession, les ouvriers ou employés syndiqués doivent se montrer des hommes éduqués et conscients ; ils doivent être bons, paternels envers les enfants (manœuvres ou apprentis), polis envers les femmes, serviables et respectueux envers les vieillards. Un bon syndiqué est sobre, il a une conscience propre.

Il fait son devoir et exige son droit.

CLERMONT-FERRAND.

LA SOLIDARITÉ

La solidarité syndicale s'exerce de différentes manières ; elle n'est, en général, soumise à aucune réglementation statutaire. Elle est tantôt individuelle, tantôt collective. Le Syndicat, par lui-même, constitue un groupement de solidarité économique et morale. La solidarité est tantôt corporative, tantôt intercoporative.

Verser une somme pour venir en aide à un camarade malade ; verser une somme pour une veuve, pour des orphelins ; verser une somme pour des camarades emprisonnés pour action syndicale, c'est accomplir des actes de solidarité.

« Prêter la main », dans un travail, à un camarade plus faible que soi ; porter un fardeau trop lourd pour un vieux travailleur, pour une femme ou un apprenti, c'est faire acte de solidarité.

Prendre la défense du faible contre le fort ; protester contre le renvoi d'un camarade, quitter le travail avec lui, chercher du travail pour un chômeur, ce sont encore là des actes de solidarité.

Se refuser à travailler pour un patron mis à l'index ; se refuser à travailler à côté de jaunes d'une corporation en grève, les évincer de l'atelier, de l'usine, du magasin, du chantier ; se refuser à employer les matériaux ou à vendre les marchandises provenant d'une maison dont les ouvriers ou les employés sont en grève, c'est encore accomplir son devoir de solidarité.

Plus les sentiments de solidarité sont développés dans une organisation, plus la puissance d'action de cette dernière est considérable.

La solidarité pécuniaire est très utile et nécessaire mais la solidarité morale est plus nécessaire encore ; elle est de beaucoup la plus belle. Toutes deux se concrétisent dans cette devise : « Tous pour un, et un pour tous ».

Il ne faut pas confondre la solidarité avec la mutualité. La mutualité c'est un cœur qui s'achète ; la solidarité, c'est un cœur qui se donne.

La solidarité est une vertu sociale, il faut qu'elle soit reine dans nos organisations.

O.-F.

La mort des Spartakistes

« ILS CHANTAIENT L'INTERNATIONALE »

Genève, 13. — On mande de Berlin :

« L'avenue Sous-les-Tilleuls présentait l'après-midi d'hier un spectacle extraordinaire. Des voix de chanteurs m'avaient attiré à la fenêtre : c'étaient environ deux cents prisonniers spartakistes qui avaient été pris les armes à la main et que l'on conduisait au poteau d'exécution. Ils avaient l'air d'une troupe de pauvres hères ; mais ils s'avançaient les mains liées derrière le dos, et ils chantaient l'*Internationale*. Les prisonniers furent amenés au Reichstag, où il y eut une pause de quelques instants ; puis on les conduisit à la prison de Moabit pour être fusillés. »

Saluons leur mémoire, ceux-là étaient des hommes.

LA FRANCE GENDARME DE L'EUROPE

Les soldats de la France sont aux quatre coins de l'Europe. En Allemagne, en Hongrie, en Pologne, en Bulgarie, en Grèce, en Ukraine, en Russie, en Sibérie, en Syrie ; chez les Tchéco-Slovaques, les Yougo-Slaves, etc., ce sont les soldats de la République française, les descendants des révolutionnaires de 93, qui forment l'avant-garde de la contre-révolution internationale.

La Semaine Sociale

MAISON DES SYNDIQUES DU XIII^e
117, Boulevard de l'Hôpital
CLINIQUE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL
Accidents des yeux
Tous les jours de 9 h. à midi et de 14 h. à 18 h.
CONSEIL JURIDIQUE
Il n'y a absolument rien à payer

PARIS

Chez les Cheminots

Le mécontentement grandit chez les Cheminots.

Les cheminots se montrent plus que jamais décidés à faire aboutir les revendications formulées l'an dernier par le Congrès national des cheminots.

C'est le thème des décisions prises les 2 et 9 mars, par le Conseil fédéral et par les assemblées plénières des syndicats parisiens qui fut développé au cours des deux meetings qui se tinrent samedi soir à la Bourse du Travail. L'affluence des cheminots était telle que deux salles suffirent à peine à les contenir tous. Beaucoup durent rester dans les couloirs d'accès.

Avant de se séparer, les assistants votèrent par acclamation l'ordre du jour suivant :

Les cheminots de la région parisienne, réunis le 15 mars, au nombre de cinq mille, à la Bourse du travail de Paris ;

Après avoir étudié les moyens de réaliser les revendications élaborées au dernier Congrès national :

1° Echelle des salaires et statut du personnel ;
2° Journée de huit heures et réglementation du travail ;
3° Nationalisation de tous les réseaux ferrés, y compris les compagnies secondaires, l'Algérie et la Tunisie ;

Considérant que la date du 15 mars fut, avant tout, une indication pour les pouvoirs publics de l'extrême urgence qu'il y a à apporter une solution ferme aux problèmes posés par le Congrès national ;

Considérant, d'autre part, que la position prise par la Fédération pour le 1^er mai a une portée morale dans la situation nationale et internationale du prolétariat ;

Se déclarant plus que jamais résolus à obtenir pour le 1^er mai au plus tard :

1° L'application de l'échelle des traitements sur la base de 2.460 francs, avec effet rétroactif, du 1^er janvier 1919, du statut du personnel et de la journée de huit heures ;
2° Le vote de la loi sur la nationalisation des chemins de fer,

Invitent tous les cheminots à maintenir leur activité en vue du mouvement général qui sera entrepris dans l'intérêt de tous les travailleurs et à se tenir prêts pour la date envisagée.

Les travailleurs de l'Habillement

Les ouvriers et ouvrières de la maison Esders se sont réunis le samedi 22 mars, à la Bourse du Travail. Le camarade Claude Jost a développé clairement la situation économique actuelle et les moyens d'y remédier. Faisant ensuite l'exposé de l'utilité absolue du groupement, il obtint l'approbation unanime de l'assemblée.

Le camarade J. Martin exposa ensuite les revendications de la confection civile, recueillit l'entière approbation des camarades.

Une camarade fit un exposé des raisons qui militent en faveur de la journée de huit heures au point de vue féminin et termina en étudiant les moyens d'action pour parvenir à faire établir la semaine de 44 heures.

En résumé, excellente réunion.

Le secrétaire : BADIN.

Briqueteurs et aides

Les ouvriers briqueteurs, fumistes industriels et aides, réunis le 23 mars, salle Bondy, Bourse du Travail, après avoir élu le camarade Guigon comme secrétaire permanent et complété le renouvellement du bureau ; d'après l'exposé de divers camarades sur la situation actuelle, demandent au conseil d'établir un cahier de revendications dans le plus bref délai ; protestent énergiquement contre l'impôt sur les salaires et s'engagent à faire parvenir toutes les feuilles de contribution au siège du Comité des Forges ;

Réclament l'amnistie pleine et entière pour tous les délits d'opinion civils et militaires ;

Protestent de même contre les mesures réactionnaires à l'égard des organisations ouvrières et de toute intervention en Russie et ailleurs contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;

Se séparent aux cris de : Vive l'action syndicale et révolutionnaire !

Pour et par ordre :
Le secrétaire : *Guigon*.

Pionniers de Billancourt

Réunion du groupe dimanche 30 mars, à 9 heures 30 du matin, 171, route de Versailles, à Billancourt ; tous ceux qui s'intéressent à l'*Internationale* se feront un plaisir de s'y rendre.

La fête de l'Avenir social d'Epône

Nous rappelons aux sociétaires et amis de l'Orphelinat ouvrier, que nous avons organisé une Matinée familiale et artistique pour le dimanche 30 mars, à deux heures très précises, salle des fêtes de la Bellevilloise, 23, rue Boyer, présidence du camarade Berthaud, administrateur-délégué de la Bellevilloise.

Il a été envoyé *personnellement* à tous les sociétaires et amis de l'œuvre, des cartes et des tracts d'invitation ; il en a été envoyé également à toutes les organisations sociétaires. S'il y a eu des oublis, nous prions nos camarades de réclamer à Epône.

Nous insistons sur le caractère privé de cette fête. Il ne sera pas vendu de cartes à l'entrée de la salle. Tous nos amis devront donc être porteurs de leurs cartes à l'avance.

Nous prions nos invités d'être ponctuels. Les portes ouvriront à 1 h. trois-quarts et le concert commencera à 2 heures et demie très exactement.

Groupe intersyndical « Ido »

Le Groupe intersyndical pour la propagation de la langue internationale Ido (Esperanto réformé) reprend son œuvre, momentanément interrompue par la guerre.

Pour tout renseignements, s'adresser au secrétaire : La Roche, 17, rue du Sommerard (5^e).

(Le Groupe est affilié à « Emancipanta Stelo ».

MARSEILLE

. . . .
. . . . o o o o o o o o . . . .
. . . . o Censuré o . . . .
. . . . o o o o o o o o . . . .
. . . .

FIRMINY

Appel aux camarades de Firminy et Unieux

Camarades,

Au mois de mai 1918, nous avions un groupe d'amis, qui assurait la vente des journaux d'avant-garde. Les événements qui se déroulèrent à cette époque, firent sombrer ce groupe. Aujourd'hui, nombreux sont les amis de l'*Internationale*, du *Libertaire*, de la *Vague*, etc., mais ils sont disséminés. Il est, plus que jamais, nécessaire, de rassembler ces forces éparses ; il faut reconstituer notre groupe, pour y faire la même action que l'année passée, et assurer la vitalité aux journaux qui nous sont chers.

C'est pour cela que nous invitons tous les camarades à venir reprendre leur place à nos côtés, et à assister à la réunion qui aura lieu chaque mercredi, à 8 heures précises, à la Bourse du Travail de Firminy, pour reconstituer le groupe.

Pour le groupe en reconstitution, le secrétaire provisoire,

P. GEANDEL.

GIVORS

Le Syndicat des métallurgistes demande pour le 1^er mai la journée de 8 heures, la semaine anglaise, l'exonération de l'impôt sur les salaires et le « renoncement à toute mesure de coercition contre les jeunes Républiques prolétariennes qui naissent en Europe ».

La Seyne-sur-Mer

Tous les camarades lecteurs de l'*Internationale*, ou désirant le lire, sont invités à assister à la réunion de jeudi 3 avril, à six heures du soir, à la Bourse du Travail. — *E. Sabbatini.*

Syndicat des Métaux de Saint-Chamond

Rapport de la Commission des huit heures

La journée de huit heures doit être huit heures de travail de l'avant-guerre et non celui d'aujourd'hui ou de demain.

Dans le programme minimum de la C. G. T. nous trouvons : Maximum de production, minimum de temps, maximum de salaire.

Sur le premier point : *Maximum de production*, nous considérons ce qui suit : Considérant que les grandes crises qui ont fait peser tant de souffrances sur la classe ouvrière ont été « la production supérieure à la consommation, ce qui amena les chômages que nous avons connus, et desquels dépend, pour une bonne part, la guerre ;

Considérant que la lutte commerciale et industrielle qui peut s'élever demain avec la modernisation de l'outillage, nous amènerait dans un avenir très rapproché et même avec les huit heures, à une production de beaucoup supérieure à la consommation, c'est-à-dire à des stocks qui seraient susceptibles de donner comme solution des crises de chômage et de misère, un capitalisme outrancier et de nouvelles guerres ; considérant ici encore que tant que ce dernier subsistera, ce fléau restera suspendu sur nos têtes.

Sur le deuxième point : *Minimum de temps*. — Dans la journée de huit heures, cela voudrait dire que l'ouvrier sera tenu à faire huit heures de travail par jour, pas davantage. Mais MM. les patrons sauraient se servir de ce mot *minimum* et faire faire à l'ouvrier des heures supplémentaires, se réclamant de la loi de 1848, ce qui s'est produit à Saint-Chamond et à la Société de la Soie artificielle, en 1906.

Sur le troisième point : *Maximum de salaire*. — La C. G. T. veut dire par là le salaire le plus élevé, de façon à augmenter la faculté de consommation de la classe ouvrière. Nous considérons, nous, que ce maximum nous induit en erreur. En effet, s'il n'y a pas un minimum de salaire de façon à arrêter la descente des salaires, nos patrons et industriels, toujours très humanitaires et en bons Français, ne se gêneront guère pour accélérer la descente de ceux-ci, et ils en auront sous peu tout le loisir, puisque le maximum de production leur permettra de se passer de bras et de jeter en chômage des multitudes de travailleurs.

Pour ces raisons, nous repoussons le programme minimum de la C. G. T., en ce qui concerne ces trois points, et nous protestons contre tous les forbans qui voudraient par leur hypocrite sympathie nous passer encore pour de longues années le collier de misère. Nous protestons également contre les mandataires de la C. G. T. qui, bien que très documentés sur ce sujet d'après les décisions des congrès d'avant-guerre, nous poussent allègrement dans les serres capitalistes.

Comme conclusions, nous demandons : 1° journée de huit heures ; 2° Travail normal d'avant-guerre ; 3° Suppression du travail aux pièces ou à la prime ; 4° Minimum de salaire pour tous les travailleurs sans exception, répondant largement au maximum du coût de la vie et modifiable parallèlement à la marche ascendante de celle-ci ; 5° Paiement intégral des journées en cas d'accidents ou de maladies contractés par le fait du métier professionnel ; 6° Paiement des deux tiers du salaire en cas de chômage et de maladie.

Application de la journée de huit heures

Huit heures par jour pour toutes corporations ou métiers sans exception, coupées par un repos d'un quart d'heure pour permettre à l'ouvrier de prendre un léger repas. Deux postes pourront être établis de 4 heures du matin à 12 heures et de 12 heures à 20 heures. Suppression du travail de nuit, sauf dans les industries à feu continu, où un troisième poste de 20 heures à 4 heures pourra être établi.

Interdiction de faire plus de huit heures par jour et 48 heures par semaine. Tout contrevenant à cette interdiction, soit patrons, soit ouvriers, devra subir un minimum d'amende de 50 p. 100 sur le travail accompli supplémentairement à la journée et de 100 p. 100 en cas de récidive ; le produit de ces amendes devra être versé à l'organisation syndicale et réparti aux œuvres de solidarité de la corporation.

Un contrôle devra être fait par des commissions spéciales nommées par les organisations syndicales, afin de dénoncer et réprimer ces abus, « au cas où patrons et ouvriers passeraient outre aux conditions énoncées ci-dessus.

Ces commissions ouvrières seraient, en outre, chargées d'enquêter en cas d'accidents du travail et d'établir un rapport exact pour contrebalancer les enquêtes patronales qui, jusqu'à ce jour, ont été, grâce aux rapports de témoins sans scrupules, presque toujours en leur faveur.

Rejetons également toutes méthodes dites scientifiques, méthodes Taylor, Bowan, etc., et les renvoyons à leurs auteurs pour s'en servir eux-mêmes, et nous disons qu'il est inadmissible que la C. G. T. nous pousse à entrer sous la tutelle américaine. Nous remarquons que dans les méthodes scientifiques ci-dessus, les ouvriers épuisés ou maladifs sont sélectionnés et classés selon leurs moyens ou possibilités de production, par conséquent payés de la même manière. Ce qui fait que seuls les ouvriers robustes et bien portants pourront jouir d'un peu de bien-être.

Pour toutes ces raisons, nous demandons à tous nos secrétaires confédéraux et fédéraux de revenir dans le plus bref délai à l'ancien idéal qu'ils ont abandonné et eu le courage de trahir leurs propres signatures. (Voyez Charte d'Amiens et décisions dans tous les congrès suivants où nous serions dans l'obligation de nous dresser et de dresser par notre propagande syndicaliste le plus grand nombre d'organisations contre eux au prochain congrès.)

Pour la Commission d'études, le rapporteur :
J. MORIN.

Le Machiniste

La machine est l'amie de l'ouvrier ; malheureusement, c'est une amie inconnue.

La machine nuit des mains de l'ouvrier, pourtant il est porté à la hair.

Je suis partisan du machinisme, parce que j'ai la conviction que c'est un instrument de progrès, qui sert utilement notre cause.

Il faudrait que le machinisme se développe dans toutes les industries.

Exigeons de la machine le maximum de rendement pour, de plus en plus, décharger l'homme du fardeau du travail. C'est un crime de faire exécuter par l'homme les travaux que la machine peut accomplir.

La machine apparaît, aux yeux de beaucoup de travailleurs, comme un terrible ennemi, comme l'alliée du patronat ; la raison en est que les travailleurs n'ont pas su l'asservir à leurs intérêts, à leur cause. Alors que le machinisme avait la marche ascendante de la Science et du Progrès, les travailleurs marquaient le pas dans le vieux sentier de la Routine. Tant que les travailleurs ne comprendront pas qu'ils n'ont pas été créés et mis au monde pour le travail, tant qu'ils ne comprendront pas que la vie ne devrait pas se résumer pour eux dans le travail, la misère et la souffrance, ils resteront adversaires de leurs intérêts bien compris et du progrès. Notre plus grand ennemi, c'est la Routine.

En les prenant à sa charge, la machine libère l'homme des durs travaux. En augmentant et en accélérant la production, la machine permet aux travailleurs de diminuer la journée de travail. Pour profiter de ce dernier bienfait, il faut que les travailleurs comprennent et appliquent ce principe : Plus le machinisme progresse et augmente, plus la durée de la journée de travail doit diminuer.

Ah ! je sais bien qu'en adoptant la machine les industriels n'avaient pas pour but de diminuer la fatigue et la peine des ouvriers, de leur donner plus de bien-être et de liberté.

Qu'importe. Qu'ils le veuillent ou non, le machinisme nous sert et nous servira plus encore demain.

Les ouvriers doivent être attentifs à ce qui se fait et se crée ; ils doivent étudier les innovations, les inventions, et savoir les utiliser pour leurs besoins.

La machine, en se chargeant des durs travaux, en produisant vite et beaucoup, travaille pour nous ; cessons d'être injuste envers elle. Aimons-là, elle est vraiment notre amie.

C.-F.

ÉCHOS

A QUI LA FAUTE

De Jean Longuet dans l'Humanité :

« Et que faisons-nous, nous autres socialistes et travailleurs de France, pour remplir notre devoir de classe à l'égard de cette république prolétarienne, comme des autres républiques ouvrières du centre et de l'orient de l'Europe ? Sentons-nous seulement l'étendue des devoirs que la situation nous impose ? Ou voulons-nous que tous ces travailleurs pensent que la solidarité internationale est un vain mot? »

***Nous sommes un certain nombre qui** connaissons notre devoir de classe, envers les républiques prolétariennes. Notre impuissance à remplir utilement nos devoirs de solidarité internationale, vient surtout de l'opposition que nous rencontrons dans notre propre classe, particulièrement parmi les militants qui s'intitulent socialistes ou syndicalistes minoritaires, mais qui s'entêtent à rester des majoritaires dans leurs actes.*

TROP TARD, CITOYEN MINISTRE

De A. Thomas dans l'Humanité (*22 mars*):

« C'est dans les rangs ouvriers mêmes que nous devons et voulons puiser nos forces.

Et, alors, nous avons sans doute le devoir de ne consentir à aucune concession, lorsque nous résistons à des mouvements que nous croyons dangereux. Nous avons le devoir en toutes circonstances de nous opposer à des déviations, à des glissements ou vers le bolchevisme ou vers l'anarchie. Nous avons le devoir de chercher à convaincre nos camarades. »

Albert Thomas et ses amis « veulent puiser leurs forces dans les rangs ouvriers ».

Trop tard, citoyens, trop tard. Nous nous opposerons à ces « déviations », à ces « glissements » vers votre socialisme jaune.

LE PEUPLE N'A PAS D'ENNEMI

De Jean Longuet dans l'Humanité (*25 mars*) :

Le correspondant du Herald *raconte qu'il n'est pas entré sans une certaine émotion en « pays ennemi ». Quel état d'esprit allait-il y trouver ? De la raideur, de l'amertume ou une basse et pénible servilité ? Rien de semblable. Il n'a rencontré à Vienne qu'une « nation qui croit avec une touchante simplicité à la fraternité des peuples ». A l'hôtel, la femme de chambre qui lui annonça qu'elle venait de voter pour le candidat socialiste et à laquelle il demandait « si cela ne lui semblait pas étrange de parler à un ennemi », lui fit cette forte réponse :* « Non, le peuple n'a pas d'ennemi. Le peuple n'est pas responsable de la guerre, le peuple ne voulait pas la guerre. » *Un député socialiste lui exposait la même pensée sous cette forme plus précise :* « Sur 50.000.000 d'Austro-Hongrois, il y en eut à peine 10.000 qui ont bien accueilli la guerre, — et encore la plupart étaient des profiteurs. »

Et dire que ce sont les 10.000 profiteurs qui ont conduit les 50.000.000 de citoyens austro-hongrois à la bataille des peuples ! Pauvres moutons !

Pourquoi ne pas reconnaître que dans chacune des nations qui ont participé à la guerre, c'est une poignée de profiteurs qui ont conduit la classe ouvrière à la boucherie ?

LA VOIX DE LA FRANCE

Déclaration de M. Franklin-Bouillon à la Chambre

Je ne sais quel vote vous obtiendrez de la Chambre, Monsieur le ministre ! Mais je sais le drame qui se joue dans nos consciences. Le jour de l'armistice, l'acclamation du monde entier est venue chercher ici une direction.

Le monde avait compris que lorsque la France se tait, il manque une direction. (Très bien ! Très bien !)

Vous avez commencé par une grande Conférence. Puis vous l'avez réduite à dix membres, à cinq, à quatre. Elle va se réunir, désormais, paraît-il, dans la maison du président Wilson. Depuis quatre mois, on parle. Mais nous n'avons pas entendu encore la voix de la France. Nous voulons l'entendre désormais ! (Applaudissements vifs et répétés sur un grand nombre de bancs.)

Patience, Monsieur le Député, si vous n'entendez pas la voix de la France, vous entendrez bientôt la voix du peuple.

LES ETATS TAMPONS

Après la rive gauche, la rive droite

Il vient de se fonder, à Paris, sous la présidence d'honneur de M. Henri Welschinger, de l'Institut, une Ligue pour la protection et la sécurité de l'Alsace sur le Rhin, dont les vice-présidents sont MM. Paul Kestner et Gabriel Bonvalot, la secrétaire générale Mme Jeanne Régamey et le trésorier M. Fernand Kœchlin.

Cette Ligue a été fondée par des Alsaciens. Elle s'adresse aux Alsaciens et aux habitants des régions envahies, comme à tous les autres Français ; elle a pour but formel de présenter à la Conférence de la Paix la pétition suivante : « Plaise à la Conférence de décider que, par les moyens et les modalités qu'elle jugera convenables, la rive droite du Rhin (grand-duché de Bade) soit déclarée zone neutre et que l'Allemagne n'y puisse établir ni garnisons, ni forteresses sur une largeur suffisante pour que l'Alsace, but initial de toutes les invasions germaniques, soit désormais à l'abri de toute agression nouvelle. »

Ce qu'il y en aura des Etats-Tampons ! Entre l'Alsace et l'Allemagne, entre la France, la Belgique et l'Allemagne, entre l'Allemagne et la Russie, etc., etc. Il en pleut. Pourvu que ces nouvelles nations, au lieu d'être des Etats-Tampons, ne soient pas des Etats à coups de tampon.

LA CAMPAGNE D'ESPAGNE

De l'Information, *sous la signature de L. Ch. :*

A côté du danger qu'est la propagande allemande, il y a le danger bolcheviste, plus grand pour le reste de l'Europe que pour la Russie elle-même, qui semblait y être prédestinée par certains côtés, et qui s'en accommode. C'est ainsi qu'une crise ministérielle en Espagne paraît devoir donner le pouvoir à M. Maura, tandis que la grève générale éclate à Barcelone.

L'heure que l'on redoutait pour l'Espagne est-elle arrivée ? Devait-on, ou ne devait-on pas aider M. Romanonès, lorsque, voyant venir la crise, il cherchait, il y a quelques mois, un soutien au dehors ?

Pourquoi mettre des points d'interrogation et ne pas répondre par l'affirmative, pendant que nous y sommes, nous pourrions envoyer nos soldats — gendarmes de l'Europe — à Madrid et à Barcelone, pour mater ces ouvriers — bolcheviks, c'est certain — qui viennent de décréter là-bas la grève générale.

C'est tentant, et il y a là une facile victoire à remporter. Pourtant, gageons que M. L. Chavenon ne sera pas parmi les volontaires, même si on leur offre cinq francs par jour, comme aux soldats qu'on expédie en Russie.

NOUS DEVONS ALLER DE L'AVANT

« Des soldats, des canons, des munitions »

Le Times *écrit, dans son leader article intitulé : « Paris et Budapest » :*

La révolution bolcheviste de Budapest et l'offre hongroise d'une alliance avec la Russie, — offre qui sera certainement acceptée, — devraient dissiper l'air orageux qui prédomine à Paris. La question est maintenant de savoir si la Conférence va avoir ou non l'autorité d'imposer sa volonté dans l'Europe orientale.

***Londres, 25 mars.** — Le* Daily Chronicle *écrit :*

La révolution qui vient d'éclater en Hongrie a donné un choc salutaire à l'opinion publique des pays alliés et associés. Si le Conseil des Dix de Paris le veut, cet événement pourra avoir été un bienfait déguisé. Le Conseil des Dix dispose de larges moyens pour parer à ce nouveau danger, s'il parvient à se mettre rapidement d'accord sur un plan pour les utiliser. Il peut, par une prompte action militaire combinée, imposée par les circonstances, recouvrer nos droits stipulés dans le traité d'armistice et qui ont été violés.

Cependant, il ne sera pas suffisant de réprimer le premier mouvement de nos ennemis. Nous devons aller de l'avant avec une nouvelle impétuosité, pour fournir des munitions à la Pologne, à la Roumanie et à la Tchéco-Slovaquie ; nous devons prendre immédiatement des mesures suffisantes pour protéger ces pays contre les périls militaires où ils se trouvent.

Le Conseil des Dix dispose de larges moyens, c'est vrai, mais où les prend-il ? Nous payons les impôts, l'impôt sur les salaires et beaucoup d'autres, nous payons l'impôt de notre chair ; nous avons des enfants qui sont soldats depuis sept ans, il est plus que temps que cela finisse.

TOUJOURS LES LIBERTES CONSTITUTIONNELLES

Sur l'ordre venu de la Sûreté générale de Paris, on a arrêté à Lyon le Russe Wassili Gambadghise.

A Cannes, on nous signale le doux régime qui sévit là-bas comme à Paris : irruption de la police dans la salle de réunions de la Jeunesse socialiste, interrogatoires et enfin dissolution de la réunion.

Une réunion des Pionniers de « l'Internationale » a été interdite par la police dans le onzième arrondissement.

Ce que nous sommes heureux d'avoir remporté la Victoire, sans elle nous n'aurions pas toutes les Libertés dont nous jouissons depuis notre triomphe.

Soldats qui avez lutté pour sauver la civilisation, pour nous conserver nos Droits et nos Libertés, ô, merci, merci merci.

LES DEUX COMPERES

De A. Thomas dans l'Humanité (*22 mars*):

« Qu'il me suffise de relever l'injustice du prolétariat. »

s'écrie Compère-Morel, Albert Thomas part en guerre, mais c'est contre nous ! » — Qui donc est parti en guerre ? Qui donc n'a cessé de nous critiquer, Renaudel ou moi, en toute occasion ? Qui, sinon Veber, sinon Compère ?

Les lecteurs de l'Humanité *le savent. Je n'ai pas attendu les leçons de Compère-Morel pour mener contre le bolchevisme russe et même contre nos bolchevisants de France la campagne qu'exigent, à mon sens, et l'intérêt du pays et l'avenir du prolétariat.*

Les deux compères se disputent pour la galerie, mais au fond ils sont entièrement d'accord.

Allons, « l'intérêt du pays et l'avenir du prolétariat » sont en bonnes mains.

Pauvre France !

SEUL JUGE ?

Au Comité national confédéral

Puis, Dumoulin, insistant sur l'harmonie qui n'a cessé de régner entre les membres de la Commission administrative et le Bureau confédéral, indique qu'il ne voit plus se manifester les tendances, ce dont il se réjouit. Il regrette qu'il n'en ait pas été de même partout ; car c'est à cette condition que l'action pourra se produire utilement.

« C'est pourquoi, dit-il, il faudra que le C. C. N. se prononce sur l'action de certains groupements qui opposent au programme minimum de la C. G. T. un programme dit « maximum », empêchant ainsi l'unité d'action nécessaire pour aboutir.

« A la méthode de l'action par le bruit, dans la rue et les réunions, il est des heures où l'on peut préférer celle des tractations qui fut employée ces temps derniers et qui a donné des résultats, notamment en ce qui concerne les emprisonnés et les camarades poursuivis, et aussi les indemnités de licenciement. »...

...Après l'intervention de plusieurs délégués qui s'élevèrent contre les pratiques de violence dont les réunions de propagande ont été le théâtre à Paris et qui furent exercées par des individualités, le Comité national considère que son vote d'approbation des travaux de la commission administrative et du bureau confédéral donne aux militants toute l'autorité nécessaire pour la continuation de leur action, que seul le Comité national est qualifié pour juger.

Voici que Dumoulin réclame des sanctions « contre certains groupements » — lisez le Comité de Défense syndicaliste — qui font de l'action par le bruit, etc.

Dumoulin a sans doute oublié qu'il a dirigé les débats du Congrès minoritaire de Saint-Etienne. Nombreux sont ceux qui ne l'oublient pas.

Le Comité National, oubliant que les syndiqués ont des droits de critique, de contrôle, de jugements, se déclare « seul qualifié pour juger ».

Les syndiqués ne seraient-ils seulement « qualifiés » que pour payer ?

L'IMPOT SUR LES SALAIRES

Le Comité national confédéral, dans sa deuxième session (*mars 1919*) :

Considérant que les salaires ne correspondent que faiblement en période normale avec le coût de l'existence, qu'actuellement ils y sont inférieurs d'au moins deux cinquièmes ; ils ne peuvent donc logiquement être considérés comme un revenu pouvant être frappé d'impôt puisque totalement absorbés pour les besoins immédiats de ceux qui les reçoivent ;

Qu'au surplus, l'impôt ainsi réclamé aux travailleurs n'a nullement son équivalent à l'égard des autres catégories de contribuables tant en impôts cédulaires qu'en impôt général sur les revenus puisque :

« Le Comité National considérant, etc. », moins de considérants et un peu plus d'action, militants délégués.

Voici que les députés du Parti vous montrent l'exemple, Mayéras, Cachin, parlent d'insurrection, de provoquer les militaires à la désobéissance. On m'affirmait hier que vous aviez engagé la classe ouvrière à faire la grève de l'impôt avec le même courage que jadis, lorsque vous lui aviez conseillé de brûler la Carte des Retraites ouvrières.

Je ne l'ai pas cru.

LA VIE INTERNATIONALE

BELGIQUE

L'arbitrage dans les grèves

Le conseil de cabinet a approuvé à l'unanimité la ligne de conduite tracée par le ministre du ravitaillement. En cas de grève, le secours sera immédiatement supprimé si les ouvriers refusent d'accepter l'arbitrage ; le secours sera maintenu si les ouvriers acceptent l'arbitrage et si les patrons le refusent.

Une commission générale composée de patrons et d'ouvriers sera incessamment constituée pour examiner le problème dans son ensemble.

Suppression de l'état de siège

Le conseil a décidé la suppression de l'état de siège, de sorte que les pouvoirs passent des autorités militaires aux autorités civiles et que la compétence des juridictions exceptionnelles est transférée aux tribunaux ordinaires.

ALLEMAGNE

Le départ de Kautsky pour la Russie

Le « Nouveau Quotidien de Stuttgart » annonce le départ pour Moscou de Karl Kautsky, le socialiste « indépendant », chef de la vieille école marxiste en Allemagne et qui, au lendemain de la Révolution, a été sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Kautsky a reçu du comte Brockdorff-Rantzau la mission « d'étudier les modalités d'un rapprochement économique et politique avec la République des Soviets ».

LA REPUBLIQUE HONGROISE

La dictature du prolétariat

Voici le texte de l'appel lancé par le conseil des commissaires du peuple de la République hongroise et des conseils de travailleurs :

« A tous.

« Nous annonçons aux travailleurs du monde qu'en Hongrie, le parti socialdémocratique et le parti communiste se sont réunis en parti socialiste, et au nom de tous les travailleurs, paysans et soldats, ont créé une dictature du prolétariat, qui a pris le pouvoir politique sans verser une seule goutte de sang.

« Le pouvoir politique est exercé provisoirement par le conseil des commissaires du peuple jusqu'à ce que le congrès des conseils des paysans ouvriers et soldats ait fixé définitivement la Constitution de la République hongroise des conseils. Le prolétariat hongrois tout entier, avec une décision unanime, fait bloc pour la dictature du prolétariat sous le drapeau de la révolution socialiste et veut poursuivre jusqu'au bout la lutte contre l'impérialisme, en commun avec la République des soviets.

« La révolution prolétarienne hongroise a été le résultat de deux forces. L'une est la volonté des travailleurs, paysans et soldats de ne pas porter plus longtemps le joug du capital. A l'ultimatum de l'Entente, exigeant en faveur de l'oligarchie roumaine la reddition immédiate et définitive de la Hongrie, le peuple hongrois a répondu par la création de la dictature prolétarienne.

« Les bourgeois et annexionnistes tchèques, slovaques et roumains veulent abattre par les armes la révolution des travailleurs de Hongrie. Nous en appelons aux soldats tchèques, slovaques et roumains. Refusez l'obéissance, soulevez-vous, tournez vos armes contre vos propres oppresseurs, et ne soyez pas les bourreaux de vos frères, travailleurs et soldats de Hongrie. Nous en appelons aux travailleurs et paysans tchèques et roumains, et leur demandons : Secouez le joug de vos oppresseurs, qui, pour remplir leurs poches, vous ont poussés à la guerre contre vos frères.

« Nous sommes décidés d'ailleurs à nous défendre jusqu'à la dernière goutte de notre sang contre toute attaque. Autant nous sommes décidés à défendre contre quiconque la République hongroise des conseils, autant c'est en même temps notre volonté de conclure aussitôt que possible une paix qui assure des conditions d'existence aux classes travailleuses hongroises et leur rende possible de vivre en paix avec tous les peuples du monde.

« Bela KUN,

« Commissaire du peuple aux affaires extérieures. »

L'alliance avec la Russie

Le gouvernement de la République hongroise des Conseils a radiotélégraphié à Lénine le message suivant :

« Le prolétariat hongrois, qui a pris le pouvoir et a instauré la dictature du prolétariat, vous salue comme chef du prolétariat international.

« La République hongroise des Conseils demande au gouvernement russe des soviets une alliance défensive et offensive. Les armes à la main, faisons front contre tous les ennemis du prolétariat. Nous demandons des communications immédiates sur la situation militaire. »

RUSSIE

Autant qu'il est possible de se rendre compte de la situation par les informations des journaux, la République des Soviets devient de plus en plus puissante. Son armée compte plusieurs centaines de mille hommes. Les forces alliées auraient été contraintes de battre en retraite dans la région d'Odessa. On parle d'une alliance des bolcheviks avec la nouvelle République de Hongrie.

SUEDE

Une conférence syndicaliste révolutionnaire

Le jeudi 20 février s'est réunie, à Stockholm, une conférence internationale des pays neutres, convoquée pour la préparation d'un Congrès syndicaliste international.

Après de longues discussions, la Conférence a décidé de charger le Secrétariat du Travail, à Amsterdam, de la convocation d'un Congrès syndicaliste international pour le mois de juin, s'il est possible, à Amsterdam, autrement à Paris.

Toutes les organisations syndicalistes du monde entier seront invitées à se faire représenter à ce Congrès international.

Voici l'ordre du jour provisoire dressé dès à présent pour ce congrès :

1° Programme et tactique syndicaliste :
a) La lutte pour le contrôle et la prise en possession des industries et de la terre ;
b) Notre attitude à l'égard du nationalisme, du militarisme, des conseils d'ouvriers et de soldats.
2° Attitude syndicaliste à l'égard des contrats collectifs et de l'émigration des ouvriers dans tous les pays.
Création d'un Bureau Syndicaliste international avec un secrétaire salarié.

ESPAGNE

La situation économique de ce pays ne s'améliore pas.

Les grèves s'étendent : grèves à Barcelone, grèves à Valence, grèves et lock-out du bâtiment à Madrid.

La réponse du gouvernement a été le rétablissement de la censure, la suspension des garanties constitutionnelles.

ANGLETERRE

Le conflit des mineurs n'est pas encore solutionné. Une conférence s'est tenue entre les mineurs et le gouvernement : l'accord n'a pu se faire, M. Bonar Law a rejeté les demandes formulées par les mineurs.

EGYPTE

L'Egypte est en état d'insurrection et en vertu du principe wilsonnien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le gouvernement anglais a nommé le général Allenby haut-commissaire pour organiser la répression.

Après le Transvaal, l'Irlande ; après l'Irlande, l'Egypte ; ils sont beaux les champions de la liberté des peuples.

FRANCE

Villain, l'assassin de Jaurès, a comparu le 24 mars devant la cour d'assises de la Seine. Les débats continuent.

M. Millerand a été nommé commissaire général de la République en Alsace-Lorraine.

Un grand débat a eu lieu à la Chambre sur la politique extérieure du gouvernement. Les députés socialistes Cachin, Lafont, Mayéras, et le député radical Franklin-Bouillon ont livré de rudes assauts au gouvernement.

Le Comité National de la Confédération Générale du Travail s'est réuni les 23, 24, 25 mars. Des résolutions ont été votées et une action en faveur des Huit heures a été décidée, pour plus tard.

PETITE CORRESPONDANCE

Bruy, Sotteville. — Bien reçu bon de poste. Avons écrit à Lebourg. Merci.

Léon Prouvost. — Bien reçu vos lettres, vos observations sont justes ; nous publierons tout au moins en partie les intéressants articles *Du Devoir.*

SOUSCRIPTION

pour que
L' "INTERNATIONALE"
vive et grandisse

pour que l'*Internationale* vive et grandisse

(6^e liste)

Pour que Sébastien Faure prenne place au combat, 1 fr. 20 ; Vincent Sisteron, 1 fr.; J. Onsis, 1 fr.; Sartoris, 2 fr.; Chmnoul, 5 fr.; Massot, 2 fr.; Stack, un bolchevik, 5 fr.; Dormoy, 5 fr.; Chiappe, 1 fr.; Demol, 1 fr.; Yvonne Brunel, 2 fr.; Caillaux, 0 fr. 50 ; Bardoy, 5 fr.; Trois camarades (versé par Tisserand), 2 fr. 50; Lucien Rivière, 1 fr.; *La Bourride Hebdomadaire*, Marseille, 6 fr.; Motte, 5 fr.; Germaine Icole, 1 fr.; Bertelletto, 5 fr.; Vve Zallio, 0 fr. 50; L'Intersyndicale, 0 fr. 30; Schmut, 1 fr.; Liste Pochard, Bourse du Travail de Brest, 22 fr. 80.

Total de la 6^e liste........	Fr.	76 80
Total des listes précédentes....		514 75
Total général	Fr.	591 55

(*A suivre.*)

REFERENDUM

Après avoir mis sous les yeux de nos lecteurs la liste des militants les plus connus de la C. G. T. du parti socialiste et de l'anarchie, nous leur demandons aujourd'hui de nous faire connaître par lettre

« Quels sont les 9 militants d'avant guerre et qui se réclamaient d'une des 3 tendances ci-dessus qui, reniant leur parti, soit au début de la guerre, soit dans le cours des événements qui s'en sont suivi, ont été les plus néfastes au mouvement d'émancipation intégrale de la classe ouvrière ? »

Ce referendum sera clos le 1^er AVRIL 1919.

Nos lecteurs voudront bien nous faire parvenir sous enveloppe leur réponse avant cette date.

Aussitôt le classement terminé, nous publierons les noms des NEUFS militants qui auront obtenu le plus de suffrages.

N° 3

SYNDICALISME et GUERRE

Suite et Fin

Les voyages de notre Président en Russie y allant une première fois chercher, pour prix d'une manœuvre contre l'Autriche, des compensations aux Balkans.

Et en 1914, tandis qu'il rivait une fois de plus les inquiétudes françaises à la piraterie russe, pendant que dans ce pays à la tyrannie légendaire, cent cinquante mille ouvriers levaient la crosse du travail en une grève pleine de grandeur, le Tsar décidait en une officielle promesse, de venir assister en France aux grandes manœuvres de l'automne suivant. Pourquoi ?

Oh ! peut-être bien que les milliards français qui en Russie consolidaient un régime odieux, donnaient à cette tête couronnée, en même temps que l'attitude d'humble débiteur, l'idée de machinations infernales...

Les causes politiques ? C'est cette vague de nationalisme stupide qui dans chaque nation et de tout temps a roulé sa haine sur les nations voisines, campagnes de presse, manifestations tapageuses, incidents grossis ; on a tout fait pour empêcher un amical rapprochement.

Ce sont ces causes diversement importantes qui nous ont fait dire que le meurtre de Serajevo où tombèrent l'héritier d'Autriche et son épouse, ne fut que l'éclat final de haines contenues.

Et nous pourrions encore discuter sur les causes immédiates de la guerre, sur les déclamations de bonne foi de tous les manitous d'Etat, sur les ordres de mobilisation dans les différents pays, sur l'entêtement de la Russie tsariste dont on a dit qu'après

. . . .
. . . .
. . . . o o . . . .
Censuré
. . . . o o . . . .
. . . .

révolutionnaire, nous sont aujourd'hui [illegible] non complètement, du moins en grande partie, connus.

Cela ne fait plus seulement, à des titres divers, partie des causes de guerre, mais aussi de sa continuation et là encore depuis Saint-Jean de Maurienne jusqu'aux propositions de Charles I^er, nous pourrions trouver chez nous de grands coupables, hein ! M. Ribot, hein ! M. Clemenceau...

Pourquoi chercher d'ailleurs un débat d'accusations discutables ? Celles qui résident dans les causes profondes ne le sont pas. Il est vrai que pour admettre que seules les causes profondes de guerre sont les plus tenaces et les plus vraies.

Il est vrai que pour dire que ce sont celles-là qui portent tout le fardeau de guerre, de celle-ci comme de toutes les autres, il est vrai que pour dire que par conséquent ce sont celles-là qui nous importent et, celles-là seules qui devaient dicter notre conduite, il est vrai que pour convenir que la véritable victoire ne pouvait se remporter que sur nos véritables ennemis — bourgeoisie et impérialisme — il faudrait se placer à un point de vue nettement révolutionnaire, et ce n'est pas commode en vérité pour nos majoritaires qui n'ont plus la foi et l'ôtent autour d'eux.

La guerre, sa déclaration, sa continuation pendant plus de quatre ans au siècle de l'électricité, sa fin même resteront dans l'histoire du mouvement ouvrier comme une tache ineffaçable. Et ce sera la honte des peuples d'avoir attendu la fin du massacre ; de l'épuisement évident, d'une vague victoire, d'un choléra naissant, et n'avoir pas su employer — la Russie et l'Allemagne exceptées — le seul remède qui aurait été vraiment efficace parce que, sans doute, définitif, la révolte contre la guerre.

Marcel VERGEAT.

AMIS
ABONNEZ-VOUS
FAITES-NOUS DES ABONNÉS

Le Direct.-Gérant : R. Péricat.

Impr. Française (Maison J. Dangon) Georges DANGON, Imprimeur 123, rue Montmartre, Paris (2^e)